

---

BARCELONE – Session de travail des dirigeants régionaux et de l’ALAC (5 sur 13)

Dimanche 21 octobre 2018 – 08h30 à 10h15 CEST

ICANN63 | Barcelone, Espagne

ALAN GREENBERG:

Nous allons commencer la réunion.

Pour ceux d’entre vous qui ne me connaissent pas, je suis Alan Greenberg, je suis président de l’ALAC.

Et certaines personnes pensaient que comme je n’étais pas là, j’avais disparu de la surface de la terre, mais je suis de retour.

J’étais en fait à l’EPDP sur le RGDP, j’étais juste à côté dans la salle d’à côté.

Alors, apparemment on n’a pas fait un tour de table hier pour les présentations des uns et des autres.

Si ? Ça a été fait. Pardon.

C’est simplement Joanna qui n’a pas été présenté. Alors Joanna va se présenter brièvement. Les autres, ils ne se présenteront pas Joanna, donc ce sera à vous de faire comme vous pourrez.

JOANNA KILESZA:

Très bien. Merci Alan. Je vais donc me présenter. Pour ceux d’entre vous à qui je ne suis pas encore présentée, je vais le faire maintenant. Je m’appelle Joanna Kilesza, je travaille à l’université de Lodz, au

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

département international juridique. Je travaille surtout sur la gouvernance, la cybersécurité et les droits de l’homme et sur le droit international. Je suis très heureuse de participer au travail de l’ALAC et de la communauté At-Large.

Je suis prête à organiser le consensus dans mon travail, donc j’espère que je pourrais en savoir davantage sur ALAC, sur l’At-Large, sur l’agenda en matière politique au sein de ce groupe, sur la composition de votre groupe. On a déjà un petit peu parlé de la diversité du groupe hier et des politiques assez uniques de ce groupe.

Donc je suis impatiente d’en savoir plus sur l’ALAC et sur l’At-Large. Et j’espère que mon travail, au jour le jour, pourra aider à l’avancement des choses au sein d’ALAC.

ALAN GREENBERG:

Merci Joanna. Donc la première partie de notre session d’aujourd’hui sera sur le groupe de travail de mise en œuvre de la révision de l’At-Large. Donc j’ai entendu différentes prononciations pour ce nouvel acronyme, EARWING, EARWIG, ARWIG. EARWIG, vous savez c’est un petit insecte en anglais, un pince-oreille, qui n’est pas très beau, et qui rampe par terre. Donc c’est un petit peu menaçant tout ça.

Je vais maintenant passer la parole à Maureen qui va s’occuper de cette partie de la séance, Maureen qui s’occupe justement du groupe de mise en œuvre de la révision de l’At-Large.

---

MAUREEN HILYARD:

Merci à tous.

Alors, pour commencer, nous allons nous rendre dans l’espace de travail d’origine qui, en fait, nous permet de présenter l’objectif que nous avons dans le cadre de ce programme spécifique.

Donc, en grande majorité, nous avons travaillé sur les priorités et sur les dépendances, sur cette page, sur cet espace. Donc voilà un petit peu pourquoi l’introduction est sur cette page. C’est un petit peu pour expliquer le processus.

Et donc vous donner un petit peu un aperçu général de ce qui s’est passé, pour ceux d’entre vous qui n’avez pas fait partie des réunions qui ont déjà commencé, je pense que je vais passer la parole à Cheryl, parce que Cheryl, Alan et Holly sont vraiment les personnes qui ont lancé cette révision ou qui ont mis au point la proposition sur laquelle nous travaillons actuellement.

Donc en guise d’introduction, pour vous expliquer un petit peu comment est-ce que nous en sommes venus à cette proposition et pourquoi nous avons choisi les 16 clefs, donc nous allons écouter Cheryl. Et je vous donnerai davantage de détails sur tout ceci, mais tout d’abord Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR:

Oui, je vais essayer d’être organisée en vous présentant tout ceci.

Donc j’ai eu la chance d’être au comité At-Large lors de la toute première révision de l’At-Large. Donc cette fois-ci nous en sommes à

---

un deuxième cycle de révision. Donc j’ai un petit peu d’expérience quand même par rapport à tout ceci.

Il y a eu également le travail de mise en œuvre, suite aux recommandations de la première révision de l’At-Large, au cours de ce processus, j’ai appris beaucoup de choses. Et donc j’espère pouvoir travailler de manière plus intelligente.

Et donc la question, ce n’est pas ce que l’on doit mettre en œuvre, mais surtout comment le mettre en œuvre de la meilleure manière possible.

Et sans oublier les résolutions. Les résolutions, en fait, sur la base d’un document qui a été envoyé par Alan et qui vous donne un petit peu l’historique.

Donc sans rentrer dans trop de détails, il y a un certain nombre d’observations qui ont été faites pendant le deuxième cycle de la révision. Et nous avons eu l’impression que ce n’était pas très positif. Nous avons essayé de comprendre quels étaient les réels problèmes plutôt que de nous concentrer sur les erreurs et les omissions.

Certes, il y a eu des malentendus avec les auditeurs. Nous avons donc préparé un document, et c’est sur ce document que le comité d’efficacité et le conseil d’administration se sont basés pour se mettre d’accord sur la mise en œuvre.

Donc, nous n’avons pas de liste de souhaits, nous n’avons pas de baguettes magiques, mais la décision c’est que sur les 16 recommandations, il y en a 8 avec des tâches clefs qui ont déjà été

---

affectées. Et donc ce sont des petits groupes qui vont se rassembler et qui vont prendre en compte les étapes clefs nécessaires pour mettre en œuvre chacune de ces recommandations.

Donc il y aura des choix à prendre par rapport au comment, mais il y aura aussi la résolution du conseil qui va nous contraindre. Parce que le conseil souhaite que nous soyons simples et que nous commençons par ce qui ne coûte pas cher. Donc quels que soient nos souhaits, nos désirs, nous avons le devoir de nous concentrer sur ce qui est le moins complexe et le moins coûteux possible.

Donc nous avons un certain nombre de recommandations qui seront très complexes, qui seront très coûteuses, et dans ce cas, nous devons réfléchir aux coûts et essayer d’obtenir un soutien financier en passant par tout le processus budgétaire de l’ICANN.

Donc il est très important de bien garder ceci à l’esprit, ce cadre de travail, surtout si vous n’êtes pas membre actif du groupe de travail sur la mise en œuvre. Parce que l’ALAC et les dirigeants sont vraiment, font vraiment partie, ils sont au centre de tout ceci. Mais il y a des priorités et il va falloir donc y réfléchir.

Alors, je ne vais pas en parler davantage, parce que Alan, je sais que vous avez certaines priorités dans votre ordre du jour.

ALAN GREENBERG:

Un petit commentaire par rapport à ce que vous venez de dire.

---

Oui, Cheryl a raison, il faut commencer par ce qui est simple et par ce qui est peu coûteux. Mais, sur les 16 questions, nous nous occupons de 8 questions. Sur ces 8 questions il y en a qui sont simples. Parce qu’en fait, parfois les vérificateurs se sont trompés. Donc notre réponse a été : vous vous êtes trompé, nous n’allons rien faire par rapport à ça.

Mais en fait, ce qui s’est vraiment passé, c’est que la documentation n’était pas à jour, voilà pourquoi vous allez commis cette erreur. Donc nous allons nous occuper de la documentation. C’est très simple.

Il y a une recommandation qui dit : il faut que l’At-Large soit plus efficace. Et donc par rapport à ça il y a certaines choses qui sont simples, certaines choses plus complexes ; Et tout ce qui est simple, nous allons commencer à le mettre en place dès le début.

Nous n’allons pas dire que toute la proposition sera terminée rapidement, mais on va commencer par ce qui est simple et rapide.

Alors, je ne vais pas trop en parler, mais pour ce qui est de l’historique, je dois vous dire que ça a été douloureux, je ne vais pas rentrer dans le détail du pourquoi, mais en ce qui concerne les vérificateurs, il y a eu un certain nombre de problèmes. Donc, c’est parfois difficile lorsque l’argent est impliqué.

Donc il y a eu un certain nombre de recommandations. Donc sur les 16 recommandations, nous avons rejeté 8 recommandations dès le début, nous en avons accepté 8 avec des modifications. Ceci veut dire que le conseil se retrouve en position un petit peu compliquée par rapport à l’approbation et à ce que nous devons mettre en œuvre ;

---

Il nous a fallu un certain temps pour enfin trouver des solutions, mais enfin, nous nous sommes mis d'accord, le sous-comité du conseil s'est mis d'accord et nous nous sommes mis d'accord pour dire quels étaient les problèmes et ce que nous ferions.

Bien sûr que les recommandations ne sont pas mentionnées, il y a beaucoup de documentations là-dessus, il y a un certain intérêt du point de vue académique.

Donc il y a eu un processus assez long, assez douloureux, et nous avons décidé de ce que nous allons faire et voilà justement ce dont on va parler maintenant.

Étant donné qu'il y a eu 16 questions soulevées, on a tendance à pouvoir dire : bon qu'est-ce qu'on va faire par rapport à ces questions, à chacun de ces problèmes.

Mais pour un certain nombre, elles ne sont pas applicables, parce qu'il n'y avait pas vraiment de problème. Et la réponse a été que l'effort va être long.

Sur ce thème des recommandations, on nous a dit : continuez à avancer dans cette voie. Très bien mais ce n'est pas un problème de mise en œuvre, c'est simplement dans le cadre de notre travail, nous allons continuer de fonctionner de cette manière. Nous allons améliorer les choses au fur et à mesure.

Donc il y a eu beaucoup de difficultés pour en arriver où nous en sommes maintenant. C'est terminé, tout ceci est derrière nous. Mais

---

ce par rapport à quoi nous nous sommes engagés avec le conseil, et bien il nous faut avancer là-dessus.

Donc, si vous voulez vraiment savoir tout ce que ça veut dire tout ce dont je parle qui est douloureux, et bien je vous invite à prendre un verre avec moi, et on pourra vous expliquer.

Mais je crois que maintenant nous en sommes à un point tout à fait positif. Nous devons avancer, nous devons trouver des solutions et je pense que nous pouvons le faire et que nous allons réussir.

MARITA MOLL:

Merci. Je voulais simplement résumer ce que je pense avoir compris de l'intervention de Cheryl : donc en gros s'il n'y a pas de coûts, allez-y maintenant. Et s'il y a un coût, demandez-nous de l'argent, et si on ne vous donne pas l'argent pas besoin de trouver la solution, c'est ça ?

CHERYL LANGDON-ORR:

Alors je vais essayer de répondre de manière politiquement correcte.

Je vais faire de mon mieux, mais vous savez que le politiquement correct, c'est pas mon truc, n'est-ce pas ?

Donc notre devoir est de trouver un moyen, autant que possible, de mettre en œuvre ces recommandations. S'il n'y avait pas de moyen rentable de faire quelque chose, s'il n'y a pas en fait de moyen possible, et bien à mon avis, il faut revenir au comité sur l'efficacité organisationnelle. Parce que notre boulot, c'est de mettre en œuvre ces recommandations.



---

Donc nous avons déjà sélectionné certaines choses, nous avons vu ce qui est envisageable par rapport à ce à quoi on s'est engagé. Donc si par exemple, il n'y a pas de fonds et bien il n'y a pas de réalité.

Mais surtout, ce qui est important, c'est qu'une fois que nous aurons effectué l'étude de coûts, les demandes devront passer par le processus budgétaire de l'ICANN. Donc il y a des cycles, il y a un calendrier, ça fait partie de la gestion du projet. Il ne faut pas l'oublier, parce que ce n'est pas après que le conseil se sera mis d'accord sur le budget qu'on pourra dire : ha au fait, on a besoin de tant d'argent pour nous occuper du point 5, 6, 7. Non, il faut que tout ceci soit pris en considération, dans les délais, pour obtenir le soutien nécessaire.

Et donc ça fait partie de notre travail.

Pendant que j'ai le micro, j'aimerais ajouter quelque chose. Le groupe de mise en œuvre a une tâche critique en termes de délais, de calendrier.

Donc avant la fin de notre travail cette année, je crois Maureen que ce sera la semaine du 18, du 16 décembre à peu près, et donc il faudra envoyer au comité sur l'efficacité un plan, un calendrier. Donc il faudra avoir fait déjà tout le processus de tri, les différentes étapes mises en place, et il faudra pouvoir dire : voilà ce que nous prévoyons de faire, à tel moment, et voilà comment.

ALAN GREENBERG:

Alors, un petit suivi par rapport à ça.

---

Il y a peu de choses dans notre proposition qui vont coûter très cher. Peut-être qu'il nous faudra un membre du personnel, et ça, ça va être compliqué, mais il n'y a pas vraiment de projets très coûteux.

Il y a, dans notre processus de travail général, en dehors de ceci, des besoins financiers. Il y a la question de l'ATLAS, et donc nous n'avons pas de prévision budgétaire pour ceci. Il y a également la question des assemblées générales, on ne sait pas exactement comment tout ceci va être financé, mais ça c'est en dehors de ce dont on parle maintenant. C'est dans les affaires générales de notre groupe, les affaires régulières.

Mais en ce qui concerne la révision, il n'y a pas vraiment de points qui soient très coûteux.

Jonathan, allez-y.

JONATHAN ZUCK:

Je ne voudrais pas aller trop vite, mais je suis préoccupé par rapport à cette victoire que vous avez accomplie, parce qu'il y a le problème de la perception, de la vision, et il faut que ce soit changé fondamentalement dans l'organisation. Si on continue d'avoir des problèmes de budgets, des luttes sur le budget, et le fait de se dire : aller ouf, ce n'est pas forcément quelque chose qui va être utile à long terme.

Alors quel est votre sentiment par rapport à ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord, qu'est-ce qui est conçu de manière spécifique pour voir un petit peu quel est le concept de la marque ?

---

Parce que pour l’instant les gens se disent : bon, la révision a été faite, et l’At-Large l’a rejetée. Mais attention, ce n’est pas forcément la perception de ce qui se passe dans cette salle. Donc y a-t-il suffisamment de choses dans notre plan de mise en œuvre qui visent à changer notre marque ?

Il y a beaucoup de critiques sur l’ATLAS, et notre réponse c’est que nous allons faire exactement comme nous l’avions prévu. C’est ce qu’on a écrit dans le document.

Donc c’est quand même pas génial en terme de préoccupation, de traitement des préoccupations. Je ne sais pas si c’est légitime, ça c’est une autre question. Mais attention, est-ce que la victoire est à court terme ou à long terme ?

ALAN GREENBERG:

La victoire est de ne pas avoir à passer les trois années à venir à faire des choses qui coutent cher et qui sont simplement des pertes de temps. Donc soyons clairs là-dessus.

Il y a deux parties dans la communauté ICANN, deux groupes qui se sont vraiment bien exprimés. Mais attention, si vous regardez les recommandations que nous n’avons pas mises en œuvre ou que nous ne mettons pas en œuvre, une de ces recommandations c’est qu’il faudrait financer à partir des fonds de la dernière série des gTLD. Mais c’est contre les règles. On doit être financés par les fonds opérationnels. Nous faisons partie de l’ICANN.

---

Donc oui, nous avons rejeté un certain nombre de recommandations, mais la recommandation principale, c’est la numéro 2, sur l’efficacité de l’At-Large. Nous allons espérer réussir par rapport à ça.

On en peut aller nulle part dans l’ICANN où on peut trouver des gens qui disent on a du mal à travailler. Non, nous avons du mal à trouver des gens pour travailler. Et ce n’est pas surprenant étant donné qu’aucune des personnes qui sont là ne font ça en étant payée.

Donc certes, il y aura des critiques.

Alors, vous savez, la preuve, elle reste à démontrer.

Donc dans un an, deux ans, peut-être qu’il y aura davantage de personnes de l’At-Large qui participent aux différentes politiques et activités de l’ICANN et il faudra démontrer que nous sommes vraiment utiles.

Excusez-moi, je vous fais un petit peu un sermon là.

En tant que président sortant, une des choses que les gens m’ont demandées, c’est qu’est-ce que j’avais accompli ? Que s’est-il passé ces dernières années ? Lorsque je regarde, je regarde la participation d’At-Large dans la transition des fonctions IANA, dans la responsabilité, dans une série d’autres choses pour lesquelles At-Large a fait une contribution importante en efforts et en résultats aussi.

---

Et c’est pour cela que je pense que j’ai reçu le soutien du conseil, parce qu’ils regardent ce que nous faisons, ils suivent de près ce que nous faisons.

Oui, il y a eu des critiques, il y a toujours des critiques, exactement comme nous critiquons certaines parties de l’organisation, mais je ne me fais pas beaucoup de soucis. Si nous faisons vraiment une contribution au travail de l’organisation.

Tijani allez-y, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA:

Merci. Je comprends très bien ce que Jonathan veut dire. Il n’a pas dit qu’il fallait se débarrasser du sommet ou qu’il faille continuer de la même façon, il a dit : nous allons faire notre sommet tel que cela a été prévu, et ça ne va changer la mentalité de ceux qui critiquent en permanence ce que nous faisons.

On peut dire que nous aurons notre sommet, nous n’aurons pas tout le monde qui participera à ce sommet. Nous montrons que nous évoluons. Nous ne faisons pas les choses telles que nous les faisons auparavant.

ALAN GREENBERG:

Les personnes qui ont critiqué ce que nous faisons nous ont dit aussi que nous étions 500 personnes qui venaient. Il y a une grande exagération ici au niveau de ce chiffre, et que nous allions dépenser 5

---

millions de dollars cette fois-ci. Donc voilà certaines critiques que vous avez entendues.

SEBASTIEN BACHOLLET: Je suis content de parler devant 300 personnes ce matin, et pardon les 10 000 qui sont en ligne à nous regarder et à participer au travail.

Ce que j’ai compris de l’intervention de Jonathan m’a fait me poser la question suivante : on est toujours en train de travailler sur hier et assez peu sur demain. Et encore moins sur après demain.

J’essaie de m’expliquer. La revue, elle a été faite il y a deux ans. Un certain nombre d’entre vous ont bataillé très fort pour que la mise en œuvre ne soit pas trop catastrophique, mais on travaille toujours sur des choses qu’il faudrait faire, comme-ci comme-ça.

Je vais juste prendre un exemple. Ce n’est peut-être pas le meilleur, mais j’ai besoin de prendre un exemple. On dit on veut un staff de plus. Soit. Dans le même temps, on exprime très fortement que 400 personnes au staff c’est beaucoup trop.

Comment est-ce qu’on réconcilie ces deux pensées ?

Et je crois qu’on doit se poser la question de comment est-ce qu’on veut nous, nous organiser, et qu’est-ce qu’on demande au staff, et peut-être que ce n’est pas un de plus, mais c’est un profil différent ou c’est un temps partiel, ou c’est je ne sais quoi d’autre.

Et je crois que si on prend ça sur toutes les choses... Moi j’ai peur qu’on mette en œuvre des choses qu’on sait déjà qu’il faudrait changer.

---

Donc oui, je sais, il y a un processus, mais peut-être que contrairement à ce qui a été dit, il vaudrait mieux qu’on travaille sur vraiment le futur que sur ce qui était vrai hier, et qui ne le sera plus.

Et j’aimerais qu’on ait une discussion de fonds, avec du temps, sur j’histoire du sommet. Je ne vais pas revenir dessus, là maintenant, on en a parlé hier déjà, mais c’est un sujet essentiel. Je ne pense pas qu’il faille le lier avec la discussion sur la mise en œuvre de la revue.

Merci.

ALAN GREENBERG:

Merci Sébastien. Je remarque que la partie de la révision du sommet, c’est ce dont nous ne parlons pas justement puisque c’est [inaudible] même chose que d’habitude.

Le concept, et l’enveloppe en général est la même.

Est-ce que nous avons quelqu’un d’autre qui veut prendre la parole ?

Maureen ?

MAUREEN HILYARD:

Merci. Bien, merci.

Une des choses que je voudrais maintenant analyser c’est le plan, la page de développement du plan de notre groupe de travail ARIWG, où se trouve la proposition, le texte de la proposition, dans un tableau qui montre ce que nous avons fait.

---

D’abord ça a été de regarder quels étaient les besoins les plus urgents, à moyen terme et à long terme.

Si vous regardez la page, vous voyez les sections les catégories et un texte qui est marqué en caractère gras. Cela indique les 8 domaines dans lesquels nous allons nous focaliser pour essayer de participer disons et d’évaluer les différentes étapes qui ont été mises en œuvre jusqu’à maintenant, de façon à pouvoir rédiger un document officiel le plus tôt possible, puisque le plus tôt sera le mieux pour pouvoir continuer à travailler dans les autres domaines.

La proposition sur laquelle nous travaillons, puisque nous avons participé à ce processus depuis pratiquement deux ans, nous voulons identifier un moyen de devenir plus efficace. Et nous essayons de travailler sur ces propositions de façon à pouvoir avancer ensuite. C’est une des raisons pour lesquelles je pense que si nous pouvons faire ces choses-là maintenant, nous pourrons avancer et à ce moment-là parvenir à ces améliorations continues.

Si je regarde certaines suggestions, je dirais que c’est presque une liste de vœux, mais nous avons des opportunités de budget que nous devons analyser et voir un petit peu comment nous allons mettre en œuvre tout cela.

ALAN GREENBERG:

J’ai un commentaire. Je vois qu’il y a un rapport ici qui est sur l’écran. Il y a écrit mai 2017. Donc vous vous rendez compte que ce rapport a



---

été fait il y a un an et demi. Ce rapport a été écrit déjà 6 ou 9 mois auparavant, puisqu’il y a eu plusieurs versions.

Donc ce que nous allons mettre en œuvre sont des choses qui correspondent au monde d’aujourd’hui. Le monde change. Nous n’allons pas dire : ce qui était un problème il y a deux ans doit être résolu aujourd’hui. Non. Nous devons analyser ces choses qui ont une longue histoire.

Nous travaillons dans le monde actuel. At-Large est tout à fait différent de ce qu’il était il y a 10 ans ou il y a 2 ans. Et les choses ne vont pas être abordées et réglées de la même façon aujourd’hui que ce qu’elles étaient auparavant.

Donc je pense que nous sommes en train de regarder vers le futur et non pas vers le passé.

MAUREEN HILYARD:

Bien, si nous regardons les problèmes sur lesquels nous devons nous centrer cette semaine il y avait, dans l’ordre qui se trouve sur cette page, un ordre.

Voyons le rapport original. Alors problème numéro 1 qui était la qualité versus la quantité des avis ou des recommandations de ALAC. Il y a eu une proposition qui se focalisait, qui se centrait sur le personnel de l’ICANN et sur la possibilité de travailler sur le site et sur la page wiki pour que nos avis politiques soient plus faciles à comprendre, etc.

---

Donc ici, le centre du problème était de voir comment ALAC et avis ou les recommandations politiques d’ALAC étaient structurées sur le site internet. Et il y avait une mauvaise interprétation de ce que nous faisons, de ce que nous faisons en réalité, et cela n’apparaissait pas bien sur le site internet. Donc à ce propos, je dirais les propositions se concentraient sur ce problème.

Et Jonathan a été responsable et s’est porté volontaire pour... Je vais demander maintenant à Jonathan la recommandation qui a été faite concernant la priorisation et la page à ce propos. Et Jonathan, ce que vous vouliez dire donc, c’est qu’un des points clefs et sachant que nous sommes en train d’essayer d’aborder ces problèmes, est-ce que vous pourriez nous expliquer comment vous êtes arrivé à cette proposition. C’est peut-être un bon exemple concernant la façon dont on a répondu à ces problèmes.

JONATHAN ZUCK:

Je ne sais pas si cela est vraiment un bon exemple, parce que vu les conversations que nous avons eues récemment lors des téléconférences, je dirais qu’ici, c’est quelque chose qui nous a motivés. Nous avons pensé qu’il y avait une marque ici, quelque chose à aborder qui était comme notre marque. Et donc essayer de cocher certains points liés à la mise en œuvre de la révision.

Donc je suis un petit peu à l’avance ici. C’est une case séparée à cocher. Cela est destiné à renforcer la marque d’At-Large en tant que voix représentant les utilisateurs finaux.

---

Un point important ici est de voir comment communiquer, comment la communauté d’At-Large peut communiquer dans le développement de politique. Les gens ici dans cette salle jouent un rôle très important dans la socialisation de la politique d’At-Large.

Et ce que nous faisons, c’est essayer de parvenir à un consensus, un large consensus associé à la réflexion du leadership d’At-Large, mais pas seulement ;

Alors comment montrer cela ? Nous pouvons utiliser les réseaux sociaux, nous pouvons essayer d’avoir une série de personnes, 500 personnes qui signent un document pour montrer que cette organisation a quelque chose que le reste de la communauté n’a pas, et qui permet de créer cette marque.

Donc nous sommes intéressés, nous voulons faire un effort pour faire cette réforme et cocher certaines cases. Nous ne pouvons pas promettre de fournir davantage de travail que ce que nous faisons quand il s’agit de cocher ces cases.

Je ne sais pas si c’est utile ce que je viens de vous dire.

En tout cas, ce que je voudrais discuter aujourd’hui, c’est cette idée de renforcer cette marque d’At-Large, pour améliorer la vision que l’on a de notre organisation, de façon à ce que quand on nous fait les coupes budgétaires, nous ayons des arguments face à cela.

Voilà, c’est ici que je me trouve. Et je dirais que les étapes de mise en œuvre sont, comme Alan l’a dit, une question de mise en œuvre, de présentation de ce que nous faisons.

---

Et voilà, je dirais que c’est un peu à la base de notre travail.

MAUREEN HILYARD:

Merci Jonathan. Ce point en particulier, visant à nous focaliser sur notre site internet et sur l’image de marque de notre groupe, la perception – il s’agit d’une perception – de remettre un peu à jour cette image.

Si nous pouvons fournir certaines informations et les fournir d’une manière que les gens comprennent ce que c’est qu’At-Large, ce que fait At-Large, ce serait très utile. Ce serait une bonne manière de présenter notre groupe et le travail de notre groupe. Et de le présenter au public, bien sûr. Voilà.

Je crois que c’est une très bonne manière de faire les choses.

ALAN GREENBERG:

Je voudrais prendre la parole, ensuite il y a Adia.

Cette recommandation est très importante et m’intrigue assez, parce qu’elle parle de création de politique, d’avis politique, de commentaires.

C’est un domaine dans lequel nous avons des problèmes importants et qui signifie beaucoup de travail pour nous.

Alors ici, on se focalisait sur autre chose. Ils sont passés à côté du véritable problème, et ils se sont focalisés sur l’aspect de relation publique.

---

Donc nous avons beaucoup de travail à faire dans ce domaine, bien sûr, mais c’est le travail habituel, parce qu’ils sont complètement passés à côté du problème. Ils n’ont pas bien compris je dirais. Parce qu’ils ont commis des erreurs en tout cas.

JONATHAN ZUCK: Je crois qu’on peut aussi aborder la question du problème de relations publiques, exactement comme les autres problèmes. Cela reflète le problème qui existe.

HADIA ELMINIAWI: Oui, je suis d’accord avec ce que Jonathan a dit. C’est un problème de relations publiques oui. Mais je ne suis pas sûre que ce soit seulement cela le problème.

Les thèmes que nous avons choisis pour faire nos commentaires étaient des thèmes très importants pour les utilisateurs finaux. Ou pas. Je me le demande.

Si c’était vraiment le cas, nous devons le montrer. Et parmi les indicateurs de performance, je pense qu’il faudrait qu’il y ait une liste concernant les thèmes. Une liste concernant les thèmes sur lesquels nous voudrions faire des commentaires.

Cela figure sur le site internet, bien sûr, mais je pense qu’il faudrait que ce soit bien clair, que l’on comprenne quels sont les thèmes sur lesquels nous voulons prendre la parole et l’importance de ces thèmes pour les utilisateurs finaux.

---

Autre chose, les thèmes sur lesquels nous ne voulons pas faire de commentaire. On pourrait faire une déclaration qui expliquerait pourquoi nous ne faisons pas de commentaires sur ces thèmes en particulier, et pourquoi nous pensons que ce sont des thèmes qui ne sont pas importants pour les utilisateurs finaux.

Un autre indicateur de performance qui serait intéressant, nous ne voulons pas refaire notre site internet, nous voulons le retravailler de façon à présenter notre travail de manière plus claire.

Faire une présentation des changements que nous avons fait à notre site internet, et pourquoi ces changements sont importants.

Je crois aussi que ce serait bien de montrer tout cela.

Merci.

ALAN GREENBERG: Nous sommes un petit peu en retard, donc je vais demander à ce qu’on contrôle les interventions. Sébastien, allez-y.

SEBASTIEN BACHOLLET: Merci. Je ne suis pas tout à fait d’accord. N’ajoutez pas du travail administratif à ce qui est déjà un travail administratif.

Nous avons besoin de faire des commentaires ? Faisons des commentaires. Pourquoi nous faisons des commentaires ? Parce que nous avons des personnes expertes ou formées pour le faire. Des fois

---

nous ne faisons pas de commentaire parce que nous n'avons pas de personnes formées pour faire ces commentaires.

Donc peut-être que nous n'avons pas les personnes adéquates pour faire certains commentaires, on peut peut-être dire cela.

En tout cas, je pense que c'est le moment de réfléchir. Et nous parlons ici de recommandations d'ALAC. Mais qu'est-ce que c'est qu'une recommandation d'ALAC ? Ce n'est pas un commentaire. C'est, lorsque nous présentons une recommandation au conseil, voilà ce que c'est qu'une recommandation d'ALAC. Les autres choses ne sont pas des recommandations d'ALAC.

Peut-être que c'est le moment de réfléchir ce que sont les ALS, ce que les RALO doivent faire, ce qu'ALAC doit faire, et peut-être que nous devons commencer à dire : bien à partir de maintenant les commentaires doivent être faits par les RALO, et ALAC peut les aider dans ce sens. Et nous, en tant qu'ALAC, nous allons pouvoir nous concentrer de cette manière, à faire nos recommandations au conseil.

Cela ne veut pas dire que les membres d'ALAC ne vont pas participer au développement de politique, etc. Mais lorsqu'il s'agit de commentaires, nous pouvons demander aux régions de le faire. Elles peuvent travailler en commun, faire un travail commun entre régions. Mais je pense que de nouveau ce serait bien d'avoir une vision de futur et pas dans le passé. Merci.

---

ALAN GREENBERG: On m’a demandé en fait, lorsque vous prenez la parole, d’enlever vos casques lorsque vous prenez la parole, parce qu’en fait il y a un problème avec les micros.

CHERYL LANGDON-ORR: Je voulais simplement vous rappeler à tous que nous avons présenté le rapport tout à l’heure.

Le conseil de l’ICANN n’a pas approuvé, n’a pas endossé le rapport duquel nous avons discuté.

Donc notre travail c’est de parler de la mise en œuvre de ce qui était présenté dans le document aperçu, sur ce qui est envisageable, sur ce que nous croyons pouvoir mettre en œuvre. C’est ce qu’a approuvé le conseil et c’est sur ces recommandations que nous devons travailler.

Donc ne passons pas trop de temps à regarder un petit peu notre propre nombril par rapport à ce qu’il s’est passé et ce qui ne s’est pas passé.

Ensuite, donc pour avancer un petit peu, ce que Sébastien dit est très important. Parce que le comité consultatif et son rôle en termes de consultation auprès du conseil a également un rôle en terme de développement des politiques.

Et ce qui est unique dans notre travail, en tant que communauté consultative At-Large, c’est de nous intéresser à ce qu’il se passe dans tous l’ICANN. Ce n’est pas simplement de donner un conseil, un avis



---

au conseil, comme le SSAC et c’est parti. Non. Nous ne sommes pas non plus le GAC.

Nous avons comme obligation de parler en tant que comité consultatif. Nous devons donc nous adresser à d’autres parties de la communauté quand c’est nécessaire.

Ce qui est important, c’est de bien comprendre la nomenclature. Et je pense que là-dessus, on pourrait peut-être travailler.

ALAN GREENBERG:

Jonathan ?

JONATHAN ZUCK:

Oui, je vais être bref. Moi, je continue de croire que nous devons vraiment faire attention au processus.

Parce que lorsqu’il y a quelqu’un qui connaît quelque chose, bon bah voilà, la personne doit envoyer un commentaire. Et si on a personne, bah tant pis.

Attention, en termes de marque, nous devons être la voix des utilisateurs finaux, et donc il faut vraiment avoir cette perspective, être dans les groupes de travail et représenter vraiment un point de vue cohérent et pas un point de vue personnel. Ceci est important pour l’At-Large dans son ensemble que nous soyons vraiment non pas tout un tas de personnes qui viennent aux réunions de l’ICANN pour donner leur propre point de vue, mais vraiment représenter les utilisateurs finaux, de manière unie.

---

Et je pense qu'à ce moment-là nous pourrions avoir davantage d'influences sur les politiques de l'ICANN, davantage d'opportunités d'améliorer la réputation de l'ICANN si nous agissons de cette manière plutôt que d'être un petit peu dispersés et individualiste dans notre approche à la fois des commentaires publics et de notre participation générale.

Je suis vraiment très convaincu par rapport à ça. Ce n'est pas une question d'expertise, c'est une question de perspective. De perspective.

Et lorsqu'il y a une grosse discussion qui a lieu entre, par exemple les IPC et les parties contractantes, et s'il y a un débat sur leurs intérêts, si la balle est renvoyée d'un camp à l'autre, notre travail c'est de dire : attention et la perspective de l'utilisateur final ? À ce moment-là nous avons l'opportunité de vraiment nous faire entendre.

Ce n'est pas une question d'humeur, de disponibilité des bénévoles ou d'expertise.

ALAN GREENBERG: Je pense qu'il nous reste à peu près 30 minutes, et nous n'en sommes qu'au premier point. Hadia.

HADIA ELMINIAWI: Je suis d'accord avec ce que Jonathan a dit.

Et si je comprends bien Sébastien ce qu'il vient de dire, c'est que nous envoyons des avis au conseil, ce n'est pas des commentaires. Mais

---

pour moi c'est les deux, parce que cela représente notre rôle en tant que voix des utilisateurs finaux. Donc il faut que ce soit les deux.

Et sans ignorer bien sûr ce qui a été dit, il faut quand même nous concentrer sur les commentaires et travailler à nos commentaires.

En ce qui concerne les déclarations, les déclarations simples à savoir si on fait un commentaire sur différents sujets, ceci n'est pas nécessairement uniquement pour le plan de mise en œuvre de la révision, c'est aussi pour nous, de manière à toujours revenir en arrière sur ce que nous avons fait, et le passer en revue. Ce n'est pas uniquement pour les autres, c'est vraiment bon pour nous de pouvoir évaluer, de pouvoir revenir sur notre travail.

Et, comme Sébastien l'a dit, la contribution des ALS est également très importante. Oui, certes, ceci permet d'analyser le travail, de pouvoir mesurer notre travail. Ceci nous aidera à évaluer si nous avons en fait des chiffres qui nous disent par exemple qu'aucune ALS ne contribue ou il n'y en a que deux ou trois, et il n'y a que deux ou trois personnes.

Si notre commentaire nous l'avons fait sur un sujet simplement parce que nous avons la capacité de le faire, ce n'est absolument pas adéquat, ce n'est pas la bonne chose à faire.

Donc avoir une déclaration nous permettrait de nous évaluer nous-mêmes.

ALAN GREENBERG:

Gisella ? Allez-y.

---

GISELLA GRUBER: Désolée, nous l’avons déjà mentionné. Lorsque vous parlez, enlevez votre casque, parce que les interprètes ont beaucoup de problèmes de son. Donc s’il vous plait enlevez votre casque quand vous prenez la parole parce que sinon nous ne pouvons pas interpréter. Merci beaucoup.

Je sais que nous avons deux minutes pour les interventions, mais ce n’est pas la peine de parler plus vite, sinon, on ne vous entendra pas sur les autres canaux de langue.

ALAN GREENBERG: Alberto allez-y.

ALBERTO SOTO: Je ne vais pas mentionner les questions sur lesquelles nous devons fournir des avis.

Aujourd’hui, si on nous demande de fournir un avis, quelle est votre justification, quel est votre raisonnement ?

Nous sommes 15, c’est tout, sans les RALO. Donc étant donné que les RALO doivent nous fournir les informations, le feedback du point de vu des utilisateurs finaux, et bien ce feedback reflète vraiment le point de vu des utilisateurs finaux et ce n’est pas ce qui est fait. Et c’est ce qu’il faudrait faire, comme nous l’avons déjà dit.

---

Ce qui est surtout important pour nous, c’est la chose suivante. Si nous perdons du temps lorsque nous disons certaines choses, lorsque nous ne donnons pas d’opinion et que nous ne générons pas de recommandation et bien ce n’est pas pertinent.

Ce qui est pertinent, c’est d’avoir le point de vue, le feedback des utilisateurs finaux. Voilà pourquoi il faut qu’on se serve des ALS, autant que possible, exploiter leur présence.

J’en ai déjà parlé hier et j’aimerais appuyer là-dessus.

ALAN GREENBERG:

Quelques commentaires rapides. Si vous regardez les motions du conseil, les motions du conseil sont accompagnées d’un raisonnement très long, du pourquoi. Pourquoi ils ont fait telle chose, pourquoi ils ne l’on pas fait.

Et ceci est nouveau au sein de l’ICANN. Le nombre de personnes qui soutiennent le conseil, qui aident le conseil dans la création de ces documents est énorme. Ce n’est pas les membres du conseil qui écrivent tout ceci. Et ceci a énormément augmenté le travail.

Alors, effectivement, dans notre cas, peut-être qu’on pourrait expliquer le pourquoi ou le pourquoi pas. Mais le problème c’est le temps des volontaires et bénévoles. Je ne sais pas exactement comment on va procéder, mais j’hésiterais énormément à demander à des bénévoles de faire tout ce travail. Déjà qu’il est difficile d’obtenir les commentaires. Bon.

---

En termes de sélection, revenons sur le document. Sur la révision nous avons divisé en deux le nombre de choses auxquelles nous avons répondu.

Certes, tout n’est pas un avis, mais le problème c’est que lorsque les vérificateurs ont regardé la page web, tout était des avis froids.

Et donc si je regarde un petit peu mon histoire, ce dont je suis très fière, c’est que nous avons fourni très peu d’avis au conseil d’administration, parce que nous arrivons à influencer avant, avant même de devoir faire un avis.

Si l’avis vient plus tard, en fait c’est mauvais. En général, c’est comme ça que le GAC procède, mais le GAC a plus de pouvoirs que nous. Et même, on n’écoute pas toujours le GAC.

Donc lorsqu’il y a besoin de vraiment fournir un avis, le fait que ce soit rare, et bien moi en fait j’en suis fier.

Tijani ? Allez-y.

TIJANI BEN JEMAA:

Merci beaucoup.

J’aimerais remercier Jonathan d’avoir soulevé cette question, à savoir le fait que nous n’exprimons pas notre opinion personnelle, nous exprimons l’opinion d’At-Large. At-Large, ce n’est pas les 15 membres de l’ALAC. At-Large, ce n’est pas les membres du CPWG. At-Large, c’est toutes les RALO et leurs membres, ainsi que les membres de l’ALAC.

---

Donc, lorsque nous avons un problème, sur lequel par exemple nous sommes d’accord, peut-être qu’on pourrait nous mettre d’accord et ne pas demander nécessairement l’opinion des RALO.

Mais lorsqu’il y a une question sur laquelle nous sommes divisés, lorsque nous avons des opinions opposées, et bien je pense qu’il n’est pas bon d’exprimer la majorité, l’opinion de la majorité du CPWG ou de l’ALAC. Non, je pense qu’il nous faut exprimer l’opinion d’At-Large. Et dans ce cas-là, il faut s’adresser aux RALO, il faut demander l’opinion des RALO. C’est obligatoire à mon avis.

Nous n’avons pas le droit d’exprimer une opinion qui n’est pas forcément l’opinion d’At-Large, mais qui est simplement l’opinion de ceux qui ont le plus de pouvoir ou de ceux qui parlent le plus fort.

ALAN GREENBERG:

Oui, et le problème au numéro deux, c’est d’avoir des gens qui ont une opinion, qui peuvent contribuer et qui vraiment connaissent le sujet. Sébastien.

SEBASTIEN BACHOLLET:

On peut toujours dire qu’à partir du moment où il y a un sujet qui apparaît on a une position commune et qu’il faut aller exprimer cette position-là.

La diversité de notre groupe fait qu’on n’a pas une position commune. Alors, est-ce qu’on garde la discussion entre nous ou est-ce qu’on va participer au groupe de travail ?

---

Vraiment, je veux bien plein de choses, qu’on dise : ha c’est pas bien, il parle en son nom. Mais non, c’est notre diversité ! C’est ça, c’est de là d’où on vient, c’est pour ça qu’on est là. C’est pas pour exprimer la voix du président – excusez-moi monsieur le président – c’est pas pour exprimer la voix d’une majorité parce que cette majorité aurait pris le pouvoir, surtout quant elle est silencieuse.

Notre force, c’est notre diversité. Et si nous ne l’exprimons pas, nous aurons perdu.

Qu’il y ait des moments où nous essayons de faire en sorte d’être ensemble et d’avoir une position commune, en ayant fait le travail de bas en haut, je n’ai pas de problème avec ça.

Mais avant qu’on ne l’ait fait ce travail-là, et bien il faut, c’est absolument indispensable que nous exprimions les positions des uns et des autres dans tous les forums auxquels nous participons. Et puis, petit à petit, on va converger vers une position commune si on peut.

Et puis si on ne peut pas, ça veut dire qu’on a déjà un problème de consensus déjà chez nous. Alors après vous voyez le consensus avec les autres.

Mais non, la voix de son maître, en tout les cas pas pour moi. Merci.

ALAN GREENBERG:

Maureen ?



---

MAUREEN HILYARD:

Merci, je sais qu’on se concentre sur ce sujet spécifique et qu’on a peut-être un petit peu dévié de la conversation. Mais je crois que la conversation est importante.

Donc de pouvoir voir un petit peu pourquoi nous faisons ce que nous faisons et comment est-ce qu’on pourrait travailler de manière plus efficace pour obtenir différentes opinions de toutes les régions.

Et, effectivement, il est très important d’avoir le point de vue des RALO.

En ce qui concerne les dirigeants d’At-Large, l’idée de base c’était ça, au départ. L’idée c’était d’avoir l’opinion des régions dans la discussion au niveau de l’ALAC.

Et, en ce qui me concerne, étant donné la conversation que nous avons maintenant, c’est justement là que nous sommes. Enfin c’est là où nous en sommes, et c’est une très bonne chose.

CHERYL LANDGON-ORR:

Oui, merci Maureen.

Donc très brièvement, ce dont on parle en termes de structure At-Large et de contribution des membres individuels, n’oublions pas d’où vient le comité consultatif. Donc ce n’est pas quelque chose qui doit se passer de manière isolée.

Si vous avez une bonne coordination, et une bonne collaboration et si vous travaillez de manière efficace entre la représentation régionale – et je ne dis pas uniquement de représentation des RALO, mais je parle

---

de représentation régionale dans les différents éléments de l’ALAC - et l’équipe dirigeante, et si vous avez une région très vivante et bien normalement vous devriez avoir des structures At-Large très impliquées. C’est une composante de l’organisation.

Et donc vous avez maintenant des membres individuels. Ceci fait partie de la solution. Et c’est un modèle qui doit être testé, c’est un petit peu construire un avion, et Jonathan et Olivier essayent de le faire voler cet avion tout en le construisant. Mais nous devons quand même travailler, nous devons quand même nous occuper des affaires tout en améliorant les choses et en devenant plus efficaces.

Donc il ne faut pas nécessairement différencier de manière fautive entre le comité consultatif, les sous-structures régionales qui soutiennent, qui sont en fait un petit peu un canal de diffusion des informations entre les ou auprès des communautés d’utilisateurs finaux.

ALAN GREENBERG:

Alors si je regarde les personnes qui sont présentes ici, il y a certaines personnes qui n’ont pas nécessairement été placées à un poste de responsabilité, mais qui se sont simplement mises à travailler. C’est comme ça que ça fonctionne.

Le problème, ce n’est pas qu’on n’a pas reçu ou qu’on ne s’est pas consultés les uns et les autres. Le problème est complexe en fait. Et lorsqu’on passera au point numéro 2, c’est vraiment ça la question. La question c’est comment avoir des contributions constructives de gens

---

du monde entier, pas uniquement de la part de personnes qui viennent ici et qui sont financées.

On utilise le terme RALO à tors et à travers, mais finalement, il y a quand même un tiers des personnes qui sont nommées par le NomCom pour être des personnes indépendantes. Et donc, une fois qu’on est ici, il faut travailler, avec son RALO bien sûr, mais on ne le représente pas nécessairement. Et donc ça, ça fait partie de notre structure.

Maureen ?

MAUREEN HILYARD:

Hier, nous avons parlé avec l’équipe GSE qui était là, et il est devenu évident que les RALO travaillent toutes de manière un petit peu différente. Il y a des RALO qui travaillent ensemble, qui coopèrent.

Et donc si on inclut d’autres équipes, comme l’équipe GSE, par exemple, et bien il faut absolument que le RALO travaille de manière cohérente.

Je pense que c’est un bon modèle. Et si la personne du NomCom peut avoir le sentiment de faire partie de l’équipe, et bien je pense que c’est un modèle qui fonctionne beaucoup mieux. En termes de collaboration, en termes d’autres ALS, de manière à ce que ces personnes, ces ALS, se sentent à l’aise pour contribuer. À ce moment-là, les gens ont le sentiment de vraiment pouvoir apporter quelque chose. Ils se sentiront à l’aise.

---

Et donc, que faut-il mettre en place pour qu’il y ait ce niveau d’aisance, de confort pour les contributions, pour encourager les contributions.

Mais il n’y a pas que les contributions. Nous avons parlé lors du renforcement des capacités, de la question de savoir si les gens comprennent vraiment ce qui est fait.

Mais, en fin de compte, surtout en ce qui concerne cette question, comment faire passer l’information sur notre site web, comment définir notre marque, notre marque de commerce pour ainsi dire, notre image ? Comment vraiment bien diffuser le message de qui nous sommes, de notre objectif ? Notre objectif qui est de représenter le point de vu des utilisateurs finaux.

Alors, chère voisine souhaitez vous dire quelque chose ?

CHERYL LANDGON-ORR: Oui, merci madame, madame la présidente potentielle ? Non. Présidente élue ? Bon, il faut bien s’amuser un petit peu. Il ne nous reste que 4 minutes dans cette partie de temps alloué pour la discussion sur la mise en œuvre et le travail du groupe de travail de mise en œuvre de la révision. Donc essayons de voir comment on peut conclure.

Alors, j’espère que personne n’a de point divers, mais il faut quand même que je pose la question. Donc est-ce qu’il y a des gens qui ont des choses à ajouter ? Non ? Très bien. Donc je passe.

---

Je vais donc repasser la parole à Maureen pour terminer avec son charme et son efficacité.

Je vous rappelle avant que lorsqu’on reviendra de notre expérience d’ICANN 63 et qu’on sera tous très fatigués, il y aura 4 semaines et demie, 5 semaines pour que le groupe de travail publie et finalise son document de manière efficace. Et donc le format doit être poli, magnifique et il doit être communiqué au comité sur l’efficacité.

Donc si vous êtes responsable ou un des responsables ou si vous vous occupez d’un des 8 problèmes sur lesquels nous nous concentrons, donc vous savez qu’il va falloir que vous vous mettiez au travail.

Un certain nombre d’entre vous, y compris Holly, Tijani, et d’autres personnes à la table, ont déjà travaillé -Olivier aussi bien sûr - avec les ATLAS et les questions de l’assemblée générale.

Tout ce qui a été fait ici également avec les médias sociaux nous prouve à quel point Jonathan et son équipe ont également travaillé. Donc il y a beaucoup de choses qui sont en cours.

Tout doit être enregistré, tout doit être défini par différentes étapes, tout doit être mis dans un modèle. Donc vous avez quelques semaines.

Allez-y madame.

MAUREEN HILYARD:

Pour conclure, il y aura d’autres occasions pour nous de reprendre ces discussions et d’aborder les autres points. Je suis heureuse de voir

---

qu'il y a de nombreuses discussions en cours. Tout le monde travaille. Et c'est très important si l'on tient compte de la discussion de la discussion que nous avons eue aujourd'hui, c'est très positif.

Et à nouveau je dirais que si nous devons nous en tenir aux 8 points, et entre le numéro 9 et le numéro 16 hein, nous allons ensuite mettre en place une déclaration.

Et nous aurons l'occasion entre maintenant et vendredi midi de conclure.

Bien. Je crois que c'est le moment de donner la parole à Alan Greenberg.

ALAN GREENBERG:

Bien, le prochain point de notre ordre du jour est la séance de préparation pour la réunion de la ccNSO qui a lieu aujourd'hui. Et je donne la parole à Maureen.

MAUREEN HILYARD:

Bien merci beaucoup.

Cet après-midi nous avons une réunion avec la ccNSO. Et ils nous ont envoyé des questions. Nous n'avons pas à notre tour des questions à leur poser.

En réalité, ils voulaient savoir comment nous nous sentions à propos de certains problèmes en particulier. En particulier par exemple

---

comment est-ce que ICANN considère que la gouvernance de l'internet appartient à l'ICANN, comme responsabilité.

La ccNSO est aussi en train de voir comment ils vont organiser les recommandations pour leur propre organisation.

Donc ils vont nous poser des questions sur ce que nous voulons, sur ce que nous avons l'intention de faire. Et nous devons leur donner quelques idées et des points que nous serions intéressés, et pour lesquels nous voudrions entendre leur opinion.

Donc le CCWG, entre autres parties de notre organisation, c'est un point qui nous intéresse. Est-ce que nous avons considéré la possibilité de coordonner différentes activités ? Je ne suis pas tout à fait sûr ici.

Et comment est-ce que nous voyons l'interaction entre les activités liées concernant le niveau mondial, régional et local.

Des propositions pour le plan stratégique du conseil aussi. Je suis en train de voir avec le personnel pour organiser des documents. Mais que considère ALAC comme étant des priorités pour le plan stratégique ? Et je dirais cela du point de vu de nos priorités en tant que... Quelles sont les priorités stratégiques que nous voudrions inclure dans le plan stratégique du conseil ?

Je pense que c'est une question intéressante.

Et une autre question importante, comment optimiser l'utilisation du budget d'ICANN, la façon dont le budget d'ICANN est élaboré.

---

La ccNSO donc nous donne plusieurs points, plusieurs thèmes sur lesquels nous pourrions discuter cet après-midi.

Nous avons un moment, une séance de travail à l'heure du déjeuner. Et ce que je vais faire, c'est vous diviser en groupes, de façon à ce qu'on sélectionne les documents sur lesquels ont veu travailler et pour fournir quelques réponses en tant qu'équipe à présenter à la ccNSO. Et pour entendre leur opinion, savoir les thèmes qu'ils veulent aborder à leur tour.

Donc je propose qu'on se divise en 4 groupes.

Je crois qu'on peut trouver un moyen créatif d'aborder la question du budget.

Concernant les priorités stratégiques et la gouvernance de l'internet, ce sont des questions. Et comment est-ce que la gouvernance de l'internet correspond à la mission d'ICANN, et à ses priorités stratégiques, c'est une question importante aussi.

Et nous allons travailler à l'heure du déjeuner donc sur ces questions. Donc, je vous demanderais de faire du bon travail, et en groupe. Du travail de groupe ce sera à midi.

Nous avons ici un commentaire ?

HOLLY RAICHE:

Merci. Je voulais poser une question ici à la ccNSO.



---

Vu ce que la contribution d’ALAC dans le domaine du développement de politique, je voudrais leur demander quelle est la réponse de la ccNSO aux politiques qui ont été élaborées par la GNSO.

D’accord, c’est la ccNSO, ils travaillent sur les codes pays, ils ne sont pas liés de manière contractuelle à ICANN, mais il y a beaucoup de discussions actuellement au sein d’ICANN, à différents niveaux concernant les politiques et la façon dont ces politiques concernent le personnel de l’ICANN. Est-ce que le personnel de l’ICANN est impliqué ici ou pas ? Etc.

MAUREEN HILYARD:

Nous pouvons essayer de répondre à cette question. En tout cas c’est une question que nous pouvons poser à la ccNSO, oui.

ALAN GREENBERG:

Pour ceux qui sont là depuis un certain temps, on peut peut-être répondre à cette question.

Ceux d’entre vous qui étaient là l’année dernière savent qu’il y a eu beaucoup de discussions sur ce que les forces stratégiques et ce que les choses nous forcent à considérer dans ce plan stratégique. Ce n’est pas le plan stratégique du conseil, c’est le plan stratégique d’ICANN.

Et si vous allez à la cérémonie d’ouverture, vous allez entendre les conclusions de cette étude dont nous devons tenir compte dans notre plan stratégique.

---

Je crois que le personnel est en train de mettre en place un document contenant 5 questions dont le président du conseil va parler. Ce sont des parties très importantes de ce que la communauté, y compris le conseil, considère comme des choses importantes.

Donc j’espère que ce sera le document que vous allez fournir.

Pour ceux qui sont au courant, je peux en parler un petit peu plus si nous avons quelques minutes ?

Mais je vais donner la parole à Sébastien. Allez-y Sébastien.

SEBASTIEN BACHOLLET:

Merci. D’abord, j’étais en train de regarder où se trouvaient ces questions de la ccNSO, que la ccNSO souhaite nous poser. Si on pouvait les voir sur l’écran ces questions, ce serait très utile.

Ensuite, deuxième point, au niveau des membres d’At-Large et d’ALAC, nous avons certaines connexions avec les ccTLD et je pense que ce serait important de savoir que, pour certaines personnes ici dans cette salle c’est évident, mais pour d’autres personnes nouvelles parmi nous ça n’est pas évident.

Je suis membre d’AFNIC. AFNIC est responsable du .FR, mais c’est aussi le registre de certains nouveaux gTLD français.

Et, en même temps que nous avons cette réunion de travail à midi, j’ai un engagement avec les membres de ce ccTLD, et donc je m’excuse, je ne pourrais pas être parmi vous.

---

MAUREEN HILYARD: Merci. Bien. Toujours à propos de notre réunion avec la ccNSO.

ALAN GREENBERG: Nous avons encore 4 minutes. S’il n’y a pas d’autres questions, nous pouvons passer à autre chose.

Sébastien?

SEBASTIEN BACHOLLET: C’était une question. Je pense qu’il est important de savoir quels sont les liens de chacun d’entre nous avec le monde des codes pays. Ce n’est pas une question de conflit d’intérêts, mais je pense que exactement comme pour le reste...

ALAN GREENBERG: Je n’avais pas compris que vous posiez une question. C’était une question donc, hein ?

Est-ce que quelqu’un ici autour de la table a un lien avec les ccTLD ?  
Nous avons plusieurs personnes.

CHERYL LANGDON-ORR: Vous voulez qu’on lève la main dans les cas où nous n’avons pas de lien avec les ccTLD ? Qui n’a pas de lien avec la gestion des noms de pays géographiques ?

---

Voilà, Sébastien vous avez les personnes qui n’ont rien à voir avec les ccTLD.

ALAN GREENBERG:

Bon, la prochaine séance est une séance de préparation pour la réunion avec le RSSA C. Je ne sais pas vraiment de quoi il s’agit, parce que nous avons invité le RSSAC pour qu’ils nous parlent de leur organisation, de leurs plans. Parce que nous avons très peu de contacts avec eux.

Donc je ne sais pas très bien ce que sera une session ou une séance de préparation de cette réunion avec le SSAC, mais bon.

Sébastien, allez-y.

CHERYL LANGDON-ORR:

Alan Greenberg.

SEBASTIEN BACHOLLET:

Pendant la dernière réunion, nous avons discuté du problème et nous avons décidé de les inviter.

Je pense que c’est important qu’avant la réunion au moins tout le monde lise le résumé exécutif du document de SSAC du 15 juin.

Ce serait une très bonne préparation parce que vous n’avez peut-être pas le temps de lire les 50 pages de ce document numéro 37. Mais je pense que c’est un point intéressant, la part d’une organisation de serveurs racines, des gens qui disent : nous venons à ICANN pour nous

---

réunir, pour discuter, mais nous n'avons lien avec ICANN, nous n'avons aucune raison de... Nous voulons seulement être intégrés.

Je pense que c'est un point important, c'est une évolution importante pour ICANN et pour nous, et pour les utilisateurs finaux par conséquent.

Voilà c'est tout ce que j'ai à dire. Et je pense que si vous pouviez au moins regarder ce résumé exécutif, ce sera très utile pour cette réunion avec le RSSAC.

JOHN LAPRISE:

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Sébastien je dois dire. Je pense que c'est totalement essentiel que c'est tout à fait essentiel que tout le monde à ALAC ait lu le document dans sa totalité. Le résumé exécutif ne reflète pas vraiment le contenu.

C'est un document sur ce qu'est RSSAC et sur ce qu'il va faire dans le futur. Et peut-être que c'est un document les plus utiles de tout ce que j'ai lu depuis que je suis à l'ICANN. C'est très, très utile. Donc je vous recommande de le lire ce document et de le lire dans sa totalité.

ALAN GREENBERG:

Je vais résumer un petit peu ici. Je pense que personne ne va lire un document de 50 pages pour cet après-midi. On lira sûrement le résumé exécutif.

Le serveur de racine, est-ce que vous savez ce que c'est ? Le serveur racine.

---

Je vais résumer parce que je pense que beaucoup de gens ici ne vont pas lever la main pour proposer de m'expliquer. Si vous saisissez un nom de domaine sur internet, le système de serveur racine, ICANN.ORG, la première chose qu'il faut faire, c'est trouver .ORG, c'est ce que nous donne le serveur racine justement.

Nous devons donc traduire cette adresse. Le système de serveur racine nous dit où est le domaine le plus élevé, où se trouve .ORG, où est-ce que nous allons le trouver de façon ensuite à pouvoir demander ensuite où est ICANN, le prochain niveau.

C'est le centre du système d'adressage et il faut que ça fonctionne.

Il y a actuellement 13 opérateurs de serveurs racines dans le monde. Beaucoup ont des copies, mais ils sont 13 organisations. La taille d'un paquet permet d'avoir 13 points, c'est tout, donc 13 c'est le bon chiffre.

Et ce sont des opérations indépendantes. Elles fonctionnent selon leur choix sans qu'il y ait de système de reporting, de notification à quiconque. Voilà, c'est comme ça que ça fonctionne.

Il y a eu quelques opérateurs de serveurs racines qui ont dit : nous ne voulons avoir aucune relation avec ICANN, ils n'ont aucun contrôle sur nous, nous n'avons aucune obligation envers eux.

La proposition qui est faite actuellement indique que le système de serveur racine doit être modernisé et que ICANN devrait être un partenaire central dans ce sens.

---

Alors, comment est-ce que, nous avons ici un changement de position de beaucoup de gens, un grand nombre de gens que je ne nommerais pas, qui ont beaucoup travaillé depuis ces dernières années pour changer la philosophie de ce groupe de personnes.

Voilà, c'est un petit peu le résumé ici. C'est pour cela que nous les avons invités. Nous avons demandé à RSSAC de venir nous dire ce qu'ils font, comment ils se considèrent, comment ils considèrent leur évolution.

Je ne sais pas si c'est l'évolution du RSSAC en tant qu'évolution du système de serveur racine.

RSSAC, c'est le groupe qui s'occupe du serveur racine.

Mais le serveur racine ce n'est pas RSSAC, se sont... RSSAC n'est pas affilié à ICANN et ils ne veulent pas le devenir.

Donc c'est un point important. Et c'est pour cela que nous avons décidé de leur consacrer pas mal de temps aujourd'hui.

Donc nous avons Joanna et puis Olivier.

JOANNA KULESZA:

Bonjour, ma question est la suivante : est-ce que ALAC va commenter la version préliminaire, est-ce qu'il y a une équipe qui a élaboré cette version préliminaire ? Comment est sélectionnée cette équipe ? Il y a peut-être eu un appel pour participer. Et je voudrais savoir comment vous sélectionnez les volontaires, est-ce qu'il y a une équipe de

---

volontaires, est-ce qu'il y a un système ? Voilà, c'est une question de nouvel arrivant.

Je pense que tout le monde doit le savoir, mais je voulais la poser.

ALAN GREENBERG:

La réponse est que nous avons passé 45 minutes sur la façon dont nous organisons nos commentaires et qui fait la version préliminaire. Et nous avons entendu les idées de Jonathan, et nous avons décidé que nous allions conclure juste après le déjeuner.

Et la proposition de RSSAC au conseil, pourquoi est-ce que nous commentons ici, pourquoi nous faisons des commentaires ?

Et bien nous faisons des commentaires parce que nous en sommes encore à une étape tout à fait préliminaire, et au lieu de dire : ok, réunissons-nous et parlons, je crois qu'il faut... Nous allons voir les détails plus tard, il y a tout un débat concernant le prix que cela couter, 15 millions de dollars, plus ou moins on ne sait pas très bien qui va payer cet argent, cette somme d'argent.

Donc je ne voulais pas essayer d'organiser des commentaires là-dessus, mais...

Olivier vous avez la parole.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Merci beaucoup monsieur le président.



---

Vous avez parlé du serveur racine vous avez dit qu’il y avait 13 ou 12 copies. Ce n’est pas des copies, vous avez utilisé le mot copie, et c’est une erreur. Ce n’est pas non plus des miroirs, ce sont des instances.

On peut choisir ou ne pas choisir de faire des copies. Ce n’est pas obligatoire. Ils sont opérés par 12 organisations, ils sont 918 instances. Beaucoup de pays dans le monde entier ont choisi d’avoir une copie – qui n’est pas une copie - une instance du serveur racine dans leur pays.

Et beaucoup de pays où nous travaillons avec les structures At-Large pour présenter cette instance dans ces pays, par exemple l’Arménie qui a maintenant plus d’une instance de plusieurs organisations. C’est un processus visant à installer ces instances dans les serveurs racines des pays.

Avant une réunion avec le RSSAC, je crois que c’est important de dire qu’il y a plusieurs opérateurs qui seraient ravis d’installer des instances dans les pays qui ne sont pas actuellement servis. Ce qui donnerait davantage de stabilité au réseau local. Merci.

ALAN GREENBERG: Y a-t-il d’autres commentaires ? Jonathan allez-y.

JONATHAN ZUCK: Oui, merci. [Justin inaudible] a la réponse à votre première question. C’est tout ce que je voudrais dire par rapport à ça.

---

Mais je voudrais dire quelque chose qui n’est pas forcément très populaire ou apprécié ici. Moi, j’ai beaucoup de difficultés à identifier quelle est la perspective unique des utilisateurs finaux sur le serveur racine, sur le système de serveur racine. Comment amener la voix des utilisateurs finaux plutôt que la voix des parties commerciales, etc. Qu’est-ce qui est particulier par rapport à nous sur cette question spécifique du système de serveur racine ?

Je vous provoque peut-être un petit peu avec cette question, mais je pense que c’est important.

ALAN GREENBERG:

J’aimerais répondre à ça, enfin je vais essayer. Je ne sais pas s’il est nécessaire qu’il y ait un point de vu unique, de tous.

Dans le domaine des serveurs racine, nous avons tous un intérêt à ce que ça continue de fonctionner et à ce qu’il y ait résilience et réponses aux différentes menaces.

Et peut-être que l’architecture va évoluer au cours des décennies à venir. Donc je ne vois pas pourquoi il est important que cette voix soit unique, soit celle de l’At-Large, soit spécifique disons.

JONATHAN ZUCK:

Donc en fait, est-ce qu’on a quelque chose à apporter de différent par rapport à la proposition ?

Quelle est la perspective des utilisateurs finaux par rapport à cette question, plutôt que ce soit la même perspective que tout en fait.

---

Pourquoi est-ce qu'on en parle ? Pourquoi est-ce qu'on a besoin d'avoir notre perspective du point de vue des utilisateurs finaux.

Pour vous ce n'est pas nécessaire donc nous allons prendre des décisions dans quel cadre ? Est-ce que tout nous intéresse ? Est-ce que toutes les discussions qui ont lieu au sein de l'ICANN ont un impact sur nous ?

Les débats, les discussions qui ont lieu répondent à des questions de manière complète. Et qu'est-ce que nous avons à apporter dans la discussion ?

ALAN GREENBERG:

Il y a des choses qui sont importantes à l'ICANN, et on peut choisir de commenter ou non, mais il faut quand même se poser la question de savoir si oui ou non nous avons un commentaire à faire. Notre commentaire, je pense, dépendra de la question.

SEBASTIEN BACHOLLET:

Oui, merci beaucoup Jonathan pour cette question.

C'est une question technique et oui, en tant qu'utilisateurs finaux nous avons besoin que le serveur racine fonctionne. C'est également vrai pour les sociétés et pour le reste. Ça c'est la première chose.

Deuxième chose, il est possible que cela implique un gros changement pour l'ICANN, et voilà pourquoi s'est important pour les utilisateurs finaux, parce que l'ICANN est important pour les utilisateurs finaux.

---

Et, dernière chose, la discussion, vous avez donc 10 serveurs racines aux États-Unis, ça c’est important pour les utilisateurs finaux. Le jour où il y en a qui dira :bon j’arrête de faire fonctionner mon serveur racine, qui veut bien le prendre en charge ? Comment est-ce que nous organisons ceci ?

J’espère que nous serons prêts par rapport à ça, et qu’on pourra dire qu’il faut prendre en compte le fait qu’il n’y a pas de serveur racine en Amérique Latine et en Afrique. Donc peut-être que ce serait bien que quelqu’un de Washington se rende en Amérique Latine ou en Afrique.

Ce n’est pas aujourd’hui que ça se passera, peut-être que ce sera jamais d’ailleurs, mais c’est une possibilité qu’on pourrait introduire, donc il faut être prêts.

Merci.

ALAN GREENBERG:

Il nous reste 5 minutes. Nous avons John Laprise, Hadia, Marita et Olivier.

JOHN LAPRISE:

J’aimerais vous rappeler quelque chose. Il me semble que nous devons prendre une décision par rapport à ce document. C’est uniquement un document de planification pour l’instant, ce sont des idées qui sont dans l’air du temps, qui circulent. C’est quelque chose d’intéressant, il faut y réfléchir, il faut le connaître.

Maintenant on n’est pas forcément forcé d’apporter un commentaire.

---

ALAN GREENBERG: Et je pense qu’il va évoluer d’ailleurs ce document. Nous allons en fait clore la file des intervenants. Hadia, c’est à vous. Non ? Marita.

MARITA MOLL: Je pense également que c’est une séance d’information. Je suis en train de regarder le document, je crois qu’ils vont mettre une structure en place au sein de l’ICANN, donc il faut simplement que nous en soyons informés.

Le système de commentaires publics, donc ils souhaitent demander aux groupes sur le développement du modèle. Je pense que c’est important simplement d’avoir connaissance de la situation.

Ceci pourrait avoir un impact potentiel sur le budget aussi. Nous souhaitons donc en savoir davantage en termes budgétaires.

ALAN GREENBERG: Selon les calculs, certaines personnes ont mentionné que le coût de mise en œuvre était de 100 millions de dollars, et le coût opérationnel d’un peu plus de 30 ou plus millions de dollars. Olivier.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Oui, je voulais répondre à la question de Jonathan, à savoir qu’est-ce que ces serveurs racines ont à voir avec les utilisateurs finaux. Donc deux choses dans le cadre de la communauté At-Large et ALAC.

---

Premièrement il y a un certain nombre d’ALS, beaucoup d’ALS qui sont impliquées au niveau local du point de vu technique, par rapport au développement de leur internet local. Et ceci inclut les serveurs de DNS, les domaines de premier niveau, les ccTLD, et donc il faut bâtir des ponts pour avoir davantage d’instances au niveau local.

Donc nous sommes un très bon moyen pour ces opérateurs de serveurs racines qui n’ont pas nécessairement des gens au niveau local pour amener ou améliorer la stabilité au niveau local.

Deuxièmement, en dehors de ces murs, il y a des gouvernements, plusieurs gouvernements, beaucoup de gouvernements, qui appellent ces ressources des ressources critiques. Des ressources internet critiques. Ce sont des ressources qui sont vraiment critiques et donc il vaut mieux que les gouvernements s’en occupent. En fait, voilà ce qu’ils disent.

On est donc confronté à un nombre de plus en plus croissant de gouvernements qui disent que ces serveurs devraient être gérés par les gouvernements et non pas par les opérateurs.

Donc en tant qu’utilisateurs finaux, il faut absolument dire que nous soutenons, que nous appuyons le système tel qu’il existe actuellement. Et voilà pourquoi il est important de connaitre ce qu’il se passe.

ALAN GREENBERG:

Le point numéro 4, c’est la géopolitique.

---

OLIVER CREPIN-LEBLOND: Sans commentaire.

ALAN GREENBERG:

Mais vous venez d’en faire un justement là-dessus.

Alors, il y a quelques personnes qui ont levé la main, mais désolé, il faut vraiment passer à la suite.

Nous allons donc nous retrouver quand ? Dans 15 minutes.

Nous allons parler d’une question qui m’intéresse, et il vaut mieux puisque je me charge de la séance, sur les procédures.

Donc on se retrouve dans 15 minutes. S’il vous plait, revenez à l’heure.  
Merci.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**